

Giovanni Pellegrino

Président de la Commission Parlementaire d'enquête sur le terrorisme

[...] Aujourd'hui... nous ne pouvons plus faire justice, car il est passé trop de temps. Nous pouvons seulement entreprendre une démarche de vérité.

Moyennant l'impunité ?

Impunité ? Non, pas exactement. Plutôt, je dirai par le biais d'une mesure qu'exempte aujourd'hui de peine des crimes et délits qui ont eu une motivation politique et desquels nous sommes séparés par le temps d'une génération. Une indication en ce sens ressort aussi d'un intellectuel... Giovanni Moro [fils d'Aldo Moro, ndr], selon lequel une vérité complète [sur les « années de plomb », ndr] pourra être atteinte seulement en neutralisant les conséquences pénales de cette période. Naturellement, le présupposé politique d'un choix pareil demeure dans la reconnaissance qu'en Italie, pendant les années 70, il y a eu une véritable guerre civile, bien que de basse intensité.

[...]

Aborder sans cesse une question de cette envergure, c'est-à-dire les plaies ouvertes par une guerre civile, au moyen de l'outil pénal, de l'incrimination pénale, trente vingt ou quinze ans après les faits, cela me semble carrément une chose étrangère au sens civil d'une démocratie qui se prétende vraiment accomplie.

[...]

Si, par contre, nous pensons que ce chemin ne soit pas praticable... la vie politique et sociale du Pays sera toujours déchirée par des poisons souterrains, et les forces politiques ne cesseront d'utiliser l'histoire en tant que bâton à l'encontre de leurs adversaires.

Propos extraits de :
G. Fasanella e C. Sestieri con G. Pellegrino, *Segreto di Stato*, Einaudi, 2000
[pages 238-239, traduction par nos soins]